PAFED

Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2023

Décembre 2023

B.P. 312, Sokodé – TOGO ; Tél. : [+228] 25 51 02 51/25 55 75 20 ; Cél. : 90 09 94 81 ; Fax : s/c [+228] 25 50 13 69 ;
Email : pafed_togo@yahoo.fr
Association déclarée - Récépissé N° 0434/MISD-SG-DAPSC-DSC du 10 avril 2002
ONG Déclarée-Attestation N° 310 /MDAT du 11 Août 2005

ACRONYMES

APE : Association de Parents d'Élèves

CCD : Comité Cantonal de Développement

COGERES : Comité de Gestion des Ressources Scolaires

CVD : Comité Villageois de Développement

D&D : Défis et Développement

DPASPFA : Direction Préfectorale de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

DRS : Direction Régionale de la Santé

DRASPFA : Direction Régionale de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

DRE : Direction Régionale de l'Éducation

IESG : Inspection de l'Enseignement Secondaire Général

IETFP : Inspection de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

MCPE : Mécanisme Communautaire de la Protection de l'Enfant

MEPSTA : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PAFED : Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée

PIT: Plan International Togo

RJCE : Réseau des Journalistes et Communicateurs Spécialisés en Éducation

PF-OSC/VIH : Plateforme des Organisations de la Société Civile impliquées dans la riposte au VIH/SIDA et de promotion de la santé au Togo

BM : Banque Mondiale

UE : Union Européenne

CoC : Champions of Change

CPM : Chambre Préfectorale de Métiers

OEJ : Organisations d'Enfants et Jeunes

FDS : Forces de Défenses et de Sécurité

CB : Commandant de Brigade

CA : Conseil d'Administration

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

COFET : Coordination des Organisations Féminines du Togo

COCFEM : Conseil Communal des Femmes

SCOOPS : Société Coopérative Simplifiée

OIF : Organisation internationale de la Francophonie

Sommaire

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 4
A. VUE D'ENSEMBLE 5
B. Notre vision 6
C. Notre mission 6
D. NOS PRINCIPALES REALISATIONS 7
E. ZONES TOUCHEES 7
F. LES RESULTATS SIGNIFICATIFS 8
Conduite de la méthodologie Young Citizen Score Card 14
G. GOUVERNANCE DE PAFED 25
H. BILAN FINANCIER 25
I. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET APPROCHES DE SOLUTIONS 26
J. Résolutions prises 27
K. Recommandations 27
Annexe 1 : Liste des membres du C.A 29
Annexe 2 : Partenaires 29
Annexe 3 : Tableau synthèse des cas d'abus gérés au cours de l'année 2023 30
Annexe 4 : Tableau détaillé des caisses d'épargne et de solidarité des groupements 31

PRÉFACE

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers membres, partenaires techniques et financiers de PAFED, C'est pour nous l'occasion de vous remercier très sincèrement pour votre indéfectible collaboration, votre fidélité et vos appuis multiformes pour la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants/jeunes. Nous reconnaissons sans doute que 22 ans d'expériences pour la cause des femmes et des enfants, c'est grâce à vous.

Nous avons, au cours de l'année qui vient de s'écouler, réalisé 7 actions majeures qui se sont chacune inscrites, dans les 5 grands axes de notre plan stratégique 2022-2026.

Ces actions ont été réalisées à l'endroit des leaders communautaires et religieux, des autorités locales, des hommes, des femmes, les jeunes filles et garçons scolaires et extrascolaires des préfectures de Tchaoudjo, Tchamba, et Blitta.

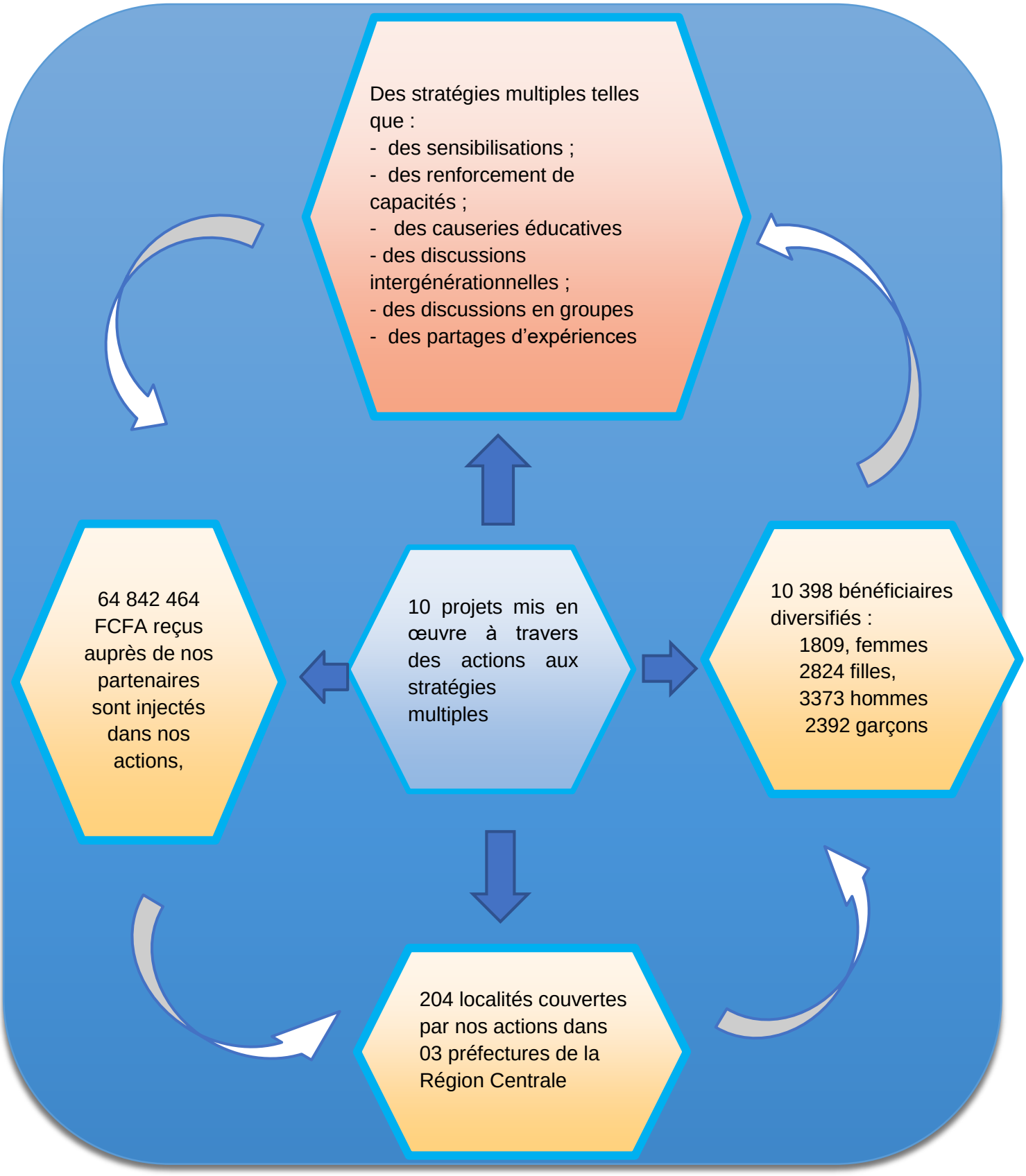
Plus précisément, nous avons appuyé à l'autonomisation économique des femmes agricultrices d'Amaïdè en favorisant la création d'une coopérative dont les activités se sont appuyées essentiellement sur les techniques agricoles biologiques et protectrices de l'environnement. Nous avons également mis en place des Conseils Communaux de Femmes dans les communes de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta1. Ces conseils ont la lourde responsabilité d'œuvrer pour la participation des femmes dans les instances locales de prise de décisions. La promotion de l'égalité femme – Homme a été faite à travers des actions visant à la déconstruction des normes et croyances préjudiciables aux femmes et aux jeunes filles.

À cet effet, nous pouvons nous réjouir que ces actions ont permis aux femmes d'être de plus en plus conscientes de leur situation et de s'engager à lutter pour leur épanouissement. Elles mettent en œuvre des activités génératrices de revenu qui ont accru leur autonomie.
A l'endroit des leaders communautaires et religieux, les enfants et jeunes, les enseignants, les autorités locales, les grandes actions réalisées sont entre autres les sensibilisations des filles à travers l'approche « femme rôle modèle », les séances de discussion et sensibilisation avec les leaders communautaires et religieux, la conduite du CoC avec les enfants et jeunes, la conduite des discussions intergénérationnelles, la formation des travailleurs sociaux étatiques et du privé et bien sûr la gestion des cas de violences perpétrés sur les enfants et jeunes.
Les jeunes ont beaucoup accru leur capacité d'agir et ont activement participé à nos activités en prenant quelques fois le lead de certaines d'entre elles. Ils n'ont pas hésité à rencontrer les responsables de leurs communes pour demander plus d'implication de leur part dans la protection des enfants et jeunes.
Chers membres et partenaires, vous n'êtes pas sans savoir que PAFED est engagée sur la voie de la transformation des normes pour l'égalité de genre. C'est pourquoi la plupart de nos actions ont eu pour cibles les leaders communautaires, tenants des us et coutumes, avec qui nous poursuivons les réflexions sur les normes et croyances préjudiciables aux femmes, enfants et jeunes surtout les filles. Nous pouvons nous prévaloir déjà d'une prise de conscience du caractère préjudiciable de certaines normes par les leaders.
Tout ceci n'aurait été possible sans l'accompagnement de nos partenaires financiers. C'est le lieu de leur réitérer nos remerciements, toute notre reconnaissance et notre assurance de ne pas faillir à nos obligations.
Nous disons un sincère merci à tous nos partenaires communautaires, aux OSC et aux partenaires étatiques avec qui, nous entreprenons cette marche vers la réalisation des droits de tous et toutes.

POULI BISSANG Essozimna

Présidente du conseil d'administration

A. VUE D'ENSEMBLE



B. Notre vision

Nous nous efforçons de contribuer à l'avènement d'une société sans violence dans laquelle les enfants, les jeunes et les femmes jouissent pleinement de leurs droits et participent équitablement au développement de leurs communautés

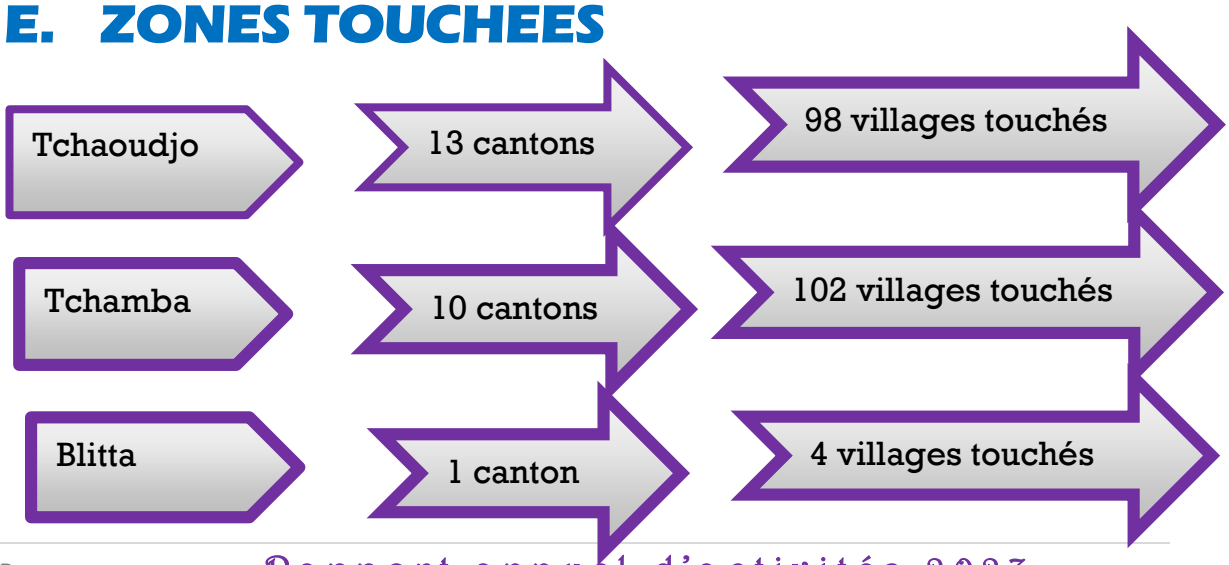
C. Notre mission

Nous sommes une organisation travaillant dans les zones rurales et urbaines du Togo. Nous œuvrons à l'amélioration des conditions de vie des enfants, des jeunes et des femmes de notre société en leur donnant accès à une éducation de qualité, aux soins de santé et à l'autonomie financière à travers les sensibilisations, les renforcements de capacités et l'établissement de partenariats

D. NOS PRINCIPALES REALISATIONS

Axes stratégiques	Projets mis en œuvre
Axe 1 : Promotion du droit à la santé	○ Lutte contre le VIH / SIDA ; ○ Campagne de sensibilisation Condomize ; ○ Projet de Renforcement du Système de Santé, Santé Reproductive et Droits Sexuels » (ProSanté).
Axe 2 : Promotion d'une éducation inclusive de qualité	○ Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo ; ○ Fonctionnement du centre d'éveil (jardin d'enfants espérance).
Axe 3 : Promotion de l'autonomisation financière des femmes et des jeunes	○ Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la Région Centrale du Togo ; ○ Parlement régional des femmes de la centrale du Togo ○ Sensibilisations de 8 groupements de femmes sur la prévention et la dénonciation des violences à l'égard des femmes et des filles et sur l'importance des actes d'état civil couplées de la distribution des vivres et non vivres aux femmes détenues de la prison civile de Sokodé.
Axe 4 : Protection de l'environnement	○ Renforcement des capacités des femmes de la SCOOPS Fèzirèwogoni d'Amaidè sur l'agroforesterie ○ Célébration de la journée nationale de l'arbre (1er Juin)
Axe 5 : Recherche, suivi-évaluation et capitalisation	○ Capitalisation des actions des projets ○ Suivi du progrès des indicateurs

E. ZONES TOUCHEES



F. LES RESULTATS SIGNIFICATIFS

AXE STRATEGIQUE 1 : Promotion du droit à la santé

Projet 1 : Campagne de sensibilisation Condomize

Actions	Résultats obtenus
Promotion de l'utilisation des préservatifs masculins et féminins comme moyen de prévention efficace du VIH, des IST et des grossesses non désirés au sein de la population en général et chez les jeunes en particulier	⇒ 3671 personnes dont 1153 femmes ont été sensibilisé sur la prévention des IST et du VIH ainsi que sur le port des préservatifs féminin et masculin et ils ont adhéré à leur utilisation ; ⇒ Les jeunes ont été informés de la disponibilité permanente des préservatifs à l'ONG PAFED et dans les organisations qui luttent contre le VIH Sida à Sokodé. ⇒ 39312 préservatifs masculins, 200 préservatifs féminins et 360 gels lubrifiants ont été distribués ; ⇒ La démonstration du port correct des préservatifs masculins et féminins a été faite à l'endroit des participants.

Partenaire financier : Banque Mondiale à travers la Plateforme des OSC de lutte contre le VIH/SIDA et promotion de la santé.

Projet 2 : Lutte contre le VIH/SIDA

Actions	Résultats obtenus
Renforcement des sensibilisations pour la promotion des méthodes de prévention des IST VIH/SIDA	⇒ 32 causeries éducatives organisées sur les méthodes de prévention des IST VIH /SIDA à l'endroit de 672 personnes dont 228 femmes.

Projet 3 : Projet de Renforcement du Système de Santé, Santé Reproductive et Droits Sexuels » (ProSanté)

Actions	Résultats obtenus
Suivi des activités de 10 clubs scolaires de Tchaoudjo et Tchamba	30 suivis /supervisions des activités des clubs ont été réalisés par l'équipe de PAFED. Ces activités ont porté sur le renforcement de la compréhension des notions de santé sexuelle et reproductive, de sexe et de genre, de l'adolescence, des IST VIH Sida, la prévention des grossesses précoces et dès les avortements y compris les différentes contraceptions disponibles, Au total, 1534 personnes dont 666 femmes ont pris part à ces différentes activités réalisées par les clubs.
Ateliers de mise à niveau des clubs	Actualisation des données de 10 clubs scolaires balisant la voie à l'organisation des ateliers de mise à niveau de de ceux-ci. 10 ateliers de mise à niveau des clubs ont été réalisés dans les préfectures de Tchaoudjo et Tchamba. Ces ateliers ont permis aux membres des clubs d'améliorer leurs connaissances sur les thématiques de la SRDS axées sur les services adaptés aux jeunes, la mobilisation de leurs paires pour la demande des services SRDS, les IST/VIH Sida, les grossesses précoces, les VBG et le mécanisme de dénonciation. 140 élèves dont 81 filles et 14 encadreurs dont 03 femmes ont été touchés.

Partenaire financier : La GIZ à travers la GFA Consulting Group GmbH (GFA)

AXE STRATEGIQUE 2 : Promotion d'une éducation inclusive de qualité

Projet 1 : Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo.

La persistance des violences faites aux enfants et jeunes, surtout aux filles dans les communautés, écoles et centres d'apprentissage provient de la faible connaissance par les enseignants, patrons d'ateliers, parents, ainsi que des enfants et jeunes eux-mêmes, des effets néfastes de ces violences, de l'influence des normes sociales préjudiciables à l'épanouissement des enfants et jeunes ainsi que de la faible implication de ces derniers dans les sphères de prise de décision les concernant.

Avec pour cibles les enfants et jeunes (scolaires et extrascolaires), les enseignants, les patrons/patronnes d'ateliers, les leaders communautaires, les porteurs d'obligation que sont les acteurs étatiques et les OSC, l'ONG PAFED s'est attelée au cours de l'année 2023, à offrir un environnement protecteur et épanouissant pour les élèves des secondaire 1 et 2 ainsi qu'aux apprentis de la zone à travers plusieurs activités.

Pour répondre à cette situation, le projet « *Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo* » est mis en œuvre depuis Juillet 2019 pour une durée de 5 ans, dans la région centrale et des plateaux par 6 ONG locales dont PAFED pour les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba avec l'appui financier de de Plan international Togo à travers Plan Suède et l'Agence Suédoise pour le Développement International (ASDI). Ce projet a pour objectif de contribuer à

L'éradication de toute forme de violence contre les enfants et jeunes surtout les filles dans la région centrale et des plateaux d'ici 2024, sur fond de renforcement de l'efficacité des actions de la société civile.

Durant la période Janvier à Décembre 2023, l'ONG PAFED s'est activée dans l'implémentation des activités dont les plus significatives sont : les sensibilisations des filles à travers l'approche « femme rôle modèle », les séances de discussion et de sensibilisation avec les leaders communautaires et religieux, la conduite du COC avec les enfants et jeunes, la conduite des

discussions intergénérationnelles, la formation des travailleurs sociaux étatiques et du privé et bien sûr la gestion des cas de violences perpétrés sur les enfants et jeunes.

Les communautés commencent à prendre conscience du caractère subjectif, superstitieux et abstrait des croyances qui sous-tendent les normes et pratiques préjudiciables à la jouissance des droits des enfants et jeunes dans leurs localités. Les alliés du projet ont été d'une grande utilité dans les échanges avec les leaders religieux et traditionnels ; leur présence dans les localités est une force considérable pour le projet. L'analyse des indicateurs dus pour l'année révèle une progression significative vers l'atteinte des résultats du projet. Cependant plusieurs défis devront être surmontés pour y parvenir.

Actions	Résultats obtenus
Sensibilisations des enseignants, APE, COGERES, leaders communautaires, patrons et patronnes d'ateliers, sur les normes, croyances et pratiques néfastes, sur le processus de dénonciation des violences, la gestion des cas d'abus et les droits sexuels	Au total 26 séances de sensibilisation ont été réalisées et ont permis de toucher 599 personnes dont 278 femmes dans Tchaoudjo et Tchamba. Les enseignants, membres APE, membres COGERES, patrons et patronnes d'ateliers ont été mis au courant des dispositions légales régissant le domaine de l'apprentissage et auxquelles ils sont tenus de se conformer. Si les patrons et patronnes d'atelier commencent par comprendre l'intérêt pour les apprenants d'avoir un environnement d'apprentissage exempt de violence et de mauvaises pratiques, il faut noter qu'il subsiste une pratique que certains patrons ne sont prêts à abandonner malgré les sensibilisations : il s'agit de la libération des apprentis souvent marquée par une festivité qui impose à l'apprenti une contribution financière. Les discussions sont en cours avec les chambres de métier afin de trouver le moyen de mettre définitivement fin à cette pratique préjudiciable aux apprenants.
Réalisation de émissions et spots sur les pratiques culturelles néfastes préjudiciables à l'épanouissement des enfants surtout les filles	Au cours de cette année, 8 émissions radio ont été réalisées sur les pratiques culturelles néfastes à l'épanouissement des enfants surtout les filles. Ces émissions ont été réalisée sur les radios Tchamba FM et Tchaoudjo FM de Sokodé. Les thèmes retenus sont *« violences en milieu scolaire avec un accent particulier sur les violences sexuelles, notamment le harcèlement sexuel en milieu scolaire, la santé sexuelle des jeunes, les normes et croyances préjudiciables à l'épanouissement des jeunes* ». Les émissions radio et spots réalisés ont touché une population estimée à près de 30 000 auditeurs des deux préfectures autres préfectures sœurs environnant.
Formation des travailleurs sociaux étatiques et du privé	22 travailleurs sociaux composés des magistrats, des agents de l'Action sociale, la Justice, la gendarmerie, la police, les inspections de l'enseignement, les Mécanismes Communautaires de la Protection de l'Enfant, le CPLV, les chambres de métiers et les mairies ont pris conscience de la nécessité de renforcer leurs interactions et collaboration en vue de faciliter l'opérationnalisation des mécanismes de dénonciation et la prise en charge des victimes de violences. Ils ont renforcé leurs capacités sur la déontologie du travailleur social, les types de violences et les techniques de gestion des cas.
Formation des enseignants du	Afin de créer un environnement protecteur des élèves et des apprentis contre les violences en milieu scolaire et d'apprentissage les enseignants et responsables d'atelier on d'amener les enseignants des établissements

secondaire 1 et 2 sur les méthodes alternatives, le genre transformateur et sur les droits sexuels des adolescent-e-s	secondaires à élaborer et à mettre en œuvre les codes de discipline positive, il a été nécessaire de former ces derniers ont été formés sur les méthodes alternatives à la violence, le genre transformateur et les droits sexuels des jeunes/enfants. C'est ce qui explique ces formations réalisées au cours de l'année au profit des enseignants, personnel administratif des collèges et lycée des préfectures de Tchaoudjo, et Tchamba 5 sessions de renforcement des capacités ont été organisées dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba et ont permis de toucher mobiliser 134 enseignants participants dont 24 femmes. Elles ont permis aux participants de prendre conscience des conséquences douloureuses des violences en milieu scolaire et qui remettent en cause le bon déroulement du processus enseignement – apprentissage dans les établissements. Ils ont pris la résolution d'élaborer et d'appliquer la discipline positive et lutter contre les violences à caractère sexuel dans leurs établissements scolaires.
Renforcement des capacités des patrons et patronnes d'ateliers sur les méthodes d'éducation non violentes, sur le genre et sur les droits sexuels des adolescents	Les centres d'apprentissage et de formation étant aussi des lieux où il y a persistance des normes, attitudes et pratiques traditionnelles préjudiciables qui sous-tendent les violences à l'égard des apprenants, considérées comme étant des règles pour un bon apprentissage des enfants/jeunes, des activités ont été planifiées et réalisée à leur égard. **A ce titre, 119** responsables d'ateliers d'apprentissage dont **67** femmes ont amélioré leurs connaissances sur les méthodes alternatives et sur les droits sexuels des adolescent-e-s. Ces patrons et patronnes d'ateliers très conscients du phénomène de violences dans les ateliers, ont marqué leur engagement à abandonner ces violences et sensibiliser les autres artisans à cet effet. Ils ont élaboré des plans d'action pour la mise en œuvre de plusieurs actions dans leurs communautés respectives (restitution de la formation aux autres artisans, élaboration des codes de discipline positive, sensibilisation des apprenti-e-s sur les droits sexuels)
Formation des groupes de soutien des parents sur la thématique en lien avec la SSR (Offre de services GHM...)	Dans le but de renforcer les capacités des groupes de soutien sur leur rôle et responsabilité ainsi que la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductives. 50 participants dont 29 femmes ont pris part à deux ateliers à Sokodé et à Kaboli. Les participants ont été outillés sur la phase de l'adolescence ainsi que les défis et les besoins des enfants durant cette période de leur vie. Ils ont également été renforcés sur la gestion hygiène menstruelles, la notion de la sexualité, les défis à relever, les doits sexuels des adolescent-e-s et la force de la communication dans une éducation sexuelle réussie des adolescent-e-s.
Organisation des missions de suivi post-formation des enseignants et patrons/patronnes d'ateliers par les inspecteurs et présidents CPM	Le suivi a été réalisé par 2 inspecteurs et 2 présidents préfectoraux de la chambre de métier. Au total 48 Personnes interrogées dont : **12** artisans (8 femmes), 21 enseignants (01 femmes), 10 élèves et **5** apprentis issus de 6 établissements scolaires et 9 centres d'apprentissages ont été rencontrés par les inspecteurs et les présidents des chambres préfectorales de métier. Au cours de cette activité, les inspecteurs ont pu relever que les enseignants font l'effort de mettre en pratique quelques méthodes alternatives. En effet, ils utilisent l'écoute des élèves, le recours aux parents dans la résolution des difficultés, les conseils, les sensibilisations. D'autres affirment responsabiliser un retardataire dans l'ouverture des classes, demander à un élève qui n'aurait pas fait ses devoirs de maison de passer au tableau le corriger et de recopier l'exercice corrigé

Évaluation des écoles et centres d'apprentissage	Depuis le début de la mise en œuvre du projet en juillet 2019 jusqu'à ce jour, plusieurs séries de formation ont permis de renforcer les capacités d'au moins 2000 enseignants du secondaire et les patrons/patronnes d'ateliers sur la discipline positive et sur les droits sexuels et reproductifs des enfants et jeunes pour une éducation plus inclusive et transformatrice en genre. Ainsi, pour apprécier les changements induits au sein des établissements et les ateliers d'apprentissage, une évaluation a été conduite au cours du mois de Mars 2023 par les inspecteurs et les responsables des chambres préfectorales de métiers avec l'appui de la direction régionale de l'éducation Centrale. Les données ont été collectées dans 12 collèges et lycées et 12 ateliers sur l'application des méthodes alternatives. 128 participants dont 14 femmes, et 31 jeunes filles, ont répondu aux diverses préoccupations des inspecteurs et responsables des chambres de métiers en lien avec la discipline positive et les méthodes alternatives. Cela a permis de constater des améliorations en termes d'application des méthodes alternatives et la collaboration entre les enseignants/patrons et les apprenants. Parmi ces participants, on note 36 élèves et 29 apprentis.
Célébration des meilleurs établissements et centres d'apprentissage appliquant les méthodes alternatives à la violence	Après l'évaluation des collèges/Lycées et ateliers d'apprentissage de la zone du projet réalisée par les inspecteurs et les responsables des chambres des métiers sous la supervision de la DRE centrale, les meilleurs centres et établissements scolaires appliquant les méthodes alternatives ont été retenus pour leur célébration. L'objectif de cette célébration est non seulement de motiver les lauréats à garder le cap dans le recours aux méthodes d'éducation non violentes mais aussi et surtout inciter les autres à emboiter le pas pour arriver à la violence zéro dans les écoles et centres d'apprentissage. Deux célébrations ont eu lieu au Lycée Bamabodolo de Sokodé pour la préfecture de Tchaoudjo et au Lycée Kaboli dans la préfecture de Tchamba. 1829 personnes dont 74 femmes et 549 filles (jeunes et enfants) dont une femme et une fille handicapées ont pris part à la célébration. Au total, 6 établissements du secondaire sur 12 et 6 ateliers d'apprentissage sur 12 de la zone d es préfecture des Tchaoudjo et Tchamba ont été célébrés et primés avec divers lots de matériels en équipements et consommables scolaires et de l'artisanat notamment les globes terrestres, des cartes du Togo, planche en SVT, de la craie, des jeux de maillots, des ballons, des machines à coudre, des séchoirs pour coiffure, perceuse et accessoires pour la menuiserie aluminium etc
Suivi de la mise en œuvre des CDP dans les centres d'apprentissage et établissements Scolaires	Les codes de discipline positives ont été élaborés dans les établissements du second degré et 1, 2 et les ateliers d'apprentissage afin d'amener les élèves et apprentis à abandonner les écarts de comportement constatés. Pour évaluer le niveau d'application des sanctions positives contenues dans ces codes, des suivis ont été réalisés au cours de l'année dans les ateliers d'apprentissage des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba. Ces suivis ont touché 29 ateliers avec la participation de 27 responsables d'ateliers dont 12 femmes et 49 apprenties dont 29 filles.
Renforcement des clubs sur les modules CoC	Au total 300 enfants et jeunes dont 166 filles, issus de 12 clubs ont été touchés par les séances de renforcement sur les modules. Les filles ont appris à s'affirmer de manière assertive en se valorisant et en cultivant leur confiance en soi.

	Les jeunes garçons ont quant à eux appris à reconnaitre la valeur du féminin, à savoir faire des choix sur ce qu'ils attendent et reçoivent, à reconnaître leurs forces aux travers de leur confiance et à se faire mutuellement confiance. Ils savent reconnaitre leurs qualités personnelles individuelles, leurs forces et leurs faiblesses afin d'entretenir de meilleures relations avec leurs pairs. Ces aptitudes leur permettront d'être mieux engagés à promouvoir l'égalité de genre à travers la masculinité positive.
Célébration de la journée de l'égalité de genre dans les localités	266 participants dont 143 femmes et 4 hommes handicapés des cantons de Wassarabo et de Kéméni ont pris part à la célébration de la journée internationale de la femme célébrée chaque 8 Mars. Au cours de cette célébration, les femmes desdits cantons à travers les sketchs ont sensibilisé leurs pairs sur la contribution des femmes et des filles qui promeuvent les avancées des technologies transformatrices et de l'éducation numérique en mettant en exergues les avantages et les inconvénients des réseaux sociaux dans nos communautés dont sont souvent victimes les femmes. Elles ont dans leur prestation, taclées certaines normes liées à l'inégalité des sexes qui maintiennent les femmes et filles au second rôle dans la société.
Sensibilisation des filles à travers l'approche femmes rôles modèles dans les collègues et lycées	Dans le but d'amener les filles à prendre conscience de leurs capacités à réaliser leurs rêves, une série de sensibilisations à l'endroit des filles et garçons des établissements scolaires à travers l'approche « Femme, rôle modèle » est organisée dans les collèges et lycées dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba. Cette activité a été organisée en s'appuyant sur les modèles de réussite de femmes dans les communautés. Deux femmes-modèles ont été identifiées pour sensibiliser les jeunes filles élèves et leur donner l'envie de poursuivre loin leurs études et la force de résister aux difficultés qu'elles pourraient rencontrer. Ces femmes modèles ont partagé leurs vécus et expériences avec les jeunes filles élèves afin de les motiver à réaliser leurs rêves. Quatre séances de sensibilisations ont été réalisées à l'endroit des élèves des lycée Tchawanda, Tchalo, Bago et le CEG Affem Boussou. Cette activité a vu la participation de 1677 personnes dont 1196 enfants et jeunes filles.
Conduite de la méthodologie Young Citizen Score Card	89 participants (dont 21 jeunes filles, 20 jeunes garçons et 9 femmes) ont apporté leurs contributions pour une cartographie et une évaluation holistique des services SSR dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba. Les difficultés d'accès des enfants aux services SSR ont été analysées et des approches de solution proposées à travers des engagements des prestataires de services et des OBC. Deux comités de plaidoyer pour le suivi de la mise en œuvre des engagements ont été mis sur pied un par préfecture.
Appui à la gestion et la prise en charge des cas d'abus	Au cours de l'année 2023, 159 cas dont 127 cas sur les filles dont 59 cas d'abus sexuels et 28 cas ont été gérés par l'ONG PAFED. Il a été question d'œuvrer à assurer la sécurité des victimes afin qu'elles puissent retrouver la joie de vivre. La gestion de ces cas a été faite avec le concours des membres du cadre de concertation notamment les acteurs étatiques, communautaires, les forces de défense et de sécurité, les chambres de métier et les autres OSC de protection. 28 victimes dont 21 filles ont bénéficié d'une prise en charge sociale, psychologique et médicale. Il s'agit de l'assistance apportée aux survivantes des violences grâce aux fonds du projet dédiés aux interventions en urgence.

Suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des précédentes rencontres de plaidoyer dans 4 communes	Pour assurer une bonne jouissance des droits des enfants et jeunes une activité de budgétisation sensible au droit des enfants et jeunes est planifiée dans la zone de couverture de projet. Pour ce faire, deux rencontres sont organisées par élu locaux et les acteurs de la protection communautaire cantonaux en vue d'engager des discussions sur la meilleure prise en comptes du genre et les droits des enfants et jeunes. Ces différentes rencontres ont débouché sur la nécessité de renforcer l'approche genre dans toutes les activités communautaires. Au cours des trimestres 2 et 3 de l'année 2023, 4 rencontres sont organisées entre élus locaux et les acteurs communautaires de la protection des enfants dans la commune de Tchaoudjo2 et Tchaoudjo2 et 3 et celles de Tchamba 1 et Tchamba 3 pour réfléchir sur comment renforcer la gestion des cas d'abus dans les communes. Pour le trimestre 3, les mêmes rencontres se sont poursuivies dans les communes de Tchamba 1 et de Tchaoudjo 2.
Organisation des séances de discussion et de dialogues avec les leaders pour identifier les normes et pratiques préjudiciables au mariage d'enfants, au genre et les pratiques. Alternatives pour y remédier	Le processus de déconstruction des normes et croyances préjudiciables aux enfants et jeunes surtout aux filles exige une démarche méthodique teintée de patience. Les dialogues en petits groupes avec les leaders traditionnels est une des stratégies développées pour venir à bout progressivement des normes préjudiciables aux enfants et jeunes. 18 séances de discussions ont été conduites dans 18 localités en collaboration avec des alliés, avec les leaders traditionnels et religieux. 18 séances ont été conduites dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba et ont connu la participation de 134 personnes dont 38 femmes. La question du mariage des enfants a toujours été au centre des échanges. À ce propos, les leaders communautaires ont reconnu qu'il existe des normes qui favorisent cette pratique et prennent des résolutions afin d'y mettre fin et promouvoir l'épanouissement des filles.
Suivi des discussions intergénérationnelles dans les communautés sur les violences sexuelles, le mariage d'enfants et sur les châtiments corporels au profit des jeunes filles et garçons.	4 rencontres de suivi ont été organisées dans 04 localités : notamment, Kparatao, Koumoniadè dans Tchaoudjo, Balanka et Kaboli dans Tchamba. Au cours de ces rencontres, les participants sont revenus sur les actions à entreprendre pour venir à bout des pratiques préjudiciables aux enfants et jeunes. Ces rencontres ont été l'occasion de sensibiliser les parents sur la santé sexuelle et les jeunes, sur la gestion de l'hygiène menstruelle. À cet effet, dans chaque localité, les sage-femmes ont été sollicitées pour animer ces sensibilisations.

<u>Partenaire financier</u> : Plan International Togo à travers Plan Suède et l'Agence Suédoise de Développement International.

Projet 2 : « Réhabilitation des ouvrages au CEG Amaidè »

Le CEG Amaïdè a bénéficié en 2019 du projet « Construction d'un bâtiment scolaire », financé par la Fondation Mondolino de Genève en Suisse. Ce projet a permis la construction d'un bâtiment scolaire de 4 classes avec un bureau et magasin, 2 blocs de latrines de 3 cabines chacune, un forage équipé d'une pompe électrique avec château d'eau alimenté par les panneaux solaires et des mobiliers scolaires.

Cinq (5) ans après l'utilisation de ces ouvrages par les élèves, quelques dysfonctionnements ont été observés.

Les latrines du CEG Amaïdè étaient munies de pots anglais avec un système automatique de chasse eau. Les élèves ont, dans l'usage de ces latrines, gâté les systèmes de chasse eau et les couvercles les rendant inutilisable.

Le forage réalisé au CEG Amaïdè est alimenté par une plaque solaire et des batteries. Cependant, ce forage n'était pas équipé d'un flotteur, ce qui fait que le top plein se verse par terre. Il faut toujours la présence d'une personne pour appuyer le bouton d'arrêt au niveau de la boite de commande du forage pour que l'eau ne monte plus dans le polytank. Il faut également noter que les tuyaux qui font monter l'eau dans le polytank et ceux du retour sont cassés, ce qui entraine une fuite d'eau. Les vannes placées sur ces tuyaux qui devaient recueillir l'eau en cas de fuite sont aussi détériorés.

Par ailleurs, les élèves du CEG et les enseignants ont aussi exprimé le besoin d'avoir la lumière à l'école. La raison évoquée, c'est qu'au moment des pluies, le ciel fait sombre et il est difficile de travailler dans ces circonstances.

C'est dans ce cadre que l'ONG PAFED a sollicité et a bénéficié une fois encore de l'appui de la Fondation Mondolino pour la réhabilitation du forage, des latrines et l'électrisation du bâtiment scolaire du CEG Amaïdè.

Actions	Résultats obtenus
Réhabilitation du forage.	☞ Le tuyau du polytank et du robinet ont été changés. ☞ Un flotteur a été placé. ☞ Le forage a été rebadigeonné pour donner une bonne image à l'ouvrage.

Réhabilitation des blocs de latrines	☞ Les pots en turque ont été placés en remplacement des pots anglais qui étaient dans les 3 blocs de latrines. ☞ Les nouveaux carreaux ont été placés à l'intérieur des latrines ☞ Le mécanisme lié à la plomberie a été changé ☞ Un robinet de puisage a été installé dans chaque cabine ☞ Les latrines ont été rebadigeonné pour donner une bonne image à l'ouvrage.
Electrification du bâtiment scolaire.	☞ Un système photovoltaïque composé de 6 plaques solaires et une batterie ont été placés au CEG Amaïdè. ☞ Dans chaque salle de classe et le bureau de la direction, 2 ampoules, 1 prise et 1 interrupteur ont été placés. ☞ 4 lampadaires ont été placés à l'extérieur pour éclairer la cour de l'école.

Partenaire financier : Fondation Mondolino de Genève en Suisse

Projet 3 : Fonctionnement du centre d'éveil (jardin d'enfants espérance)

Le centre d'éveil espérance accueille les petits enfants pour une formation préscolaire de niveau 1 et 2. Son fonctionnement est assuré par PAFED depuis la fin du projet qui l'a vu naître.

Actions	Résultats obtenus
Appui au fonctionnement du centre d'éveil (Jardin d'enfant ESPERANCE)	Le centre d'éveil fonctionne et accueille des enfants en âge d'être scolarisés. ☞ Au total 70 enfants dont 36 filles ont été inscrits au jardin d'enfants au cours de l'année académique 2023-2024 répartis comme suit : ☞ Petite Section : 42 enfants dont 18 filles ☞ Grande Section : 28 enfants dont 18 filles

Partenaire financier Fonds propres de PAFED

AXE STRATEGIQUE 3 : Promotion de l'autonomisation financière des femmes et des jeunes

Projet 1 : « Parlement régional des femmes de la centrale du Togo »

Bien que le droit fondamental des femmes et des hommes à participer à la vie politique soit reconnu par les textes juridiques au niveau national et international, elles sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision. Le Togo en adoptant en 2011 la Politique Nationale de l'Equité et de l'Egalité de Genre (PNEEG), vise la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les actions menées ont permis d'améliorer le taux de scolarisation des filles et d'alphabétisation des femmes, le pourcentage des femmes parlementaires et ministres. Cependant, bien que l'Assemblée Nationale soit présidée par une femme il n'y a que 17 femmes sur 91, sur 117 Maires, 12 femmes. La situation au niveau de la Région Centrale est la même sur 12 députés, 1 femme ; sur 1 seule femme maire sur 15 communes et 21 femmes sur 182 conseillers municipaux. Les préoccupations des femmes ne sont pas souvent prises en compte. Les initiatives visant à renforcer la participation des femmes à la vie politique se butent aux normes et croyances défavorables à la femme. Aussi la plupart des femmes sont analphabètes et n'adhèrent pas aux partis politiques. La plupart manquent de moyens financiers, d'autres encore ont peur des préjugés, ou de la réaction leurs parents, de leurs maris ou de leurs belles-familles. Les femmes pensent qu'elles ne sont pas aussi douées que les hommes pour faire la politique. Par ailleurs les partis politiques ne s'intéressent aux femmes qu'à l'approche des élections pour mobiliser les électeurs ou pour animer les meetings, ils ne placent pas en têtes de listes le peu de femmes qui sont candidates. Plusieurs études montrent que les électrices préfèrent voter les hommes. Ce qui ne donne pas la chance aux femmes d'être élues aux instances locales de prise des décisions et de participer à la vie politique.

L'Objectif général du projet est de contribuer à promouvoir la participation concertée et de qualité des femmes au développement de la Région Centrale.

Actions	Résultats obtenus
Activité 1 : Identification des 30 femmes des 3 communes 1 des 3 préfectures, à raison de 10 par commune pour la mise en place du COCFEM	Sur la base des appels à candidatures, l'identification des femmes dans les 3 communes a été faite. En effet, 11 candidatures ont été reçues dans Tchaoudjo, 10 dans Tchamba et 11 dans Blitta
Mise en place des COCFEM dans les 3 préfectures	A la suite de l'identification des femmes, leur mise en place a été faite. Elle s'est déroulée le 19 Septembre 2023 dans la commune de Blitta 1, le 26 Septembre 2023 dans Tchaoudjo 1 et le 27 Septembre 2023 dans Tchamba 1. Au total, 62 personnes dont 46 femmes ont pris part à ces rencontres de mise en place des COCFEM. Pour rappel, 10 femmes membres de COCFEM ont été mis en place dans chaque commune cible du projet
Organisation des séances de travail avec les 3 conseils municipaux et Régional des communes 1 des 3 préfectures	Les séances de travail avec les Conseils Municipaux des communes de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1 étaient l'occasion pour les membres des COCFEM, de présenter leurs actions réalisées de d'Octobre à Décembre 2023 aux Conseils Municipaux et d'échanger avec eux sur les perspectives d'avenirs. Au total, 49 personnes dont 31 femmes ont pris part à ces séances de travail.
Organisation des formations des femmes sur le leadership, les techniques de plaidoyer, les techniques de communication, le télétravail couplé du lancement du projet	Le projet a été officiellement lancé le 2 Octobre 2023 à Sokodé, dans la salle de réunion de la Direction Régionale de l'Action Sociale. La formation sur le leadership, les techniques de plaidoyer, de communication et le télétravail a été réalisée dans les communes de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1. Au total, 36 personnes dont 32 femmes ont pris part à cette formation
Formations des femmes sur la rédaction des documents administratifs, l'analyse du budget, la décentralisation	Les séances de travail avec les Conseils Municipaux des communes de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1 étaient l'occasion pour les membres des COCFEM, de présenter leurs actions réalisées de d'Octobre à Décembre 2023 aux Conseils Municipaux et d'échanger avec eux sur les perspectives d'avenirs. Au total, 49 personnes dont 31 femmes ont pris part à ces séances de travail.
Organisation des simulations de réunions du parlement régional en présentiel et en ligne	Au moins, 25 réunions ont été organisées par les membres des COCFEM de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1. Ces réunions ont été réalisées en ligne et en présentiel.
Formations des femmes sur la rédaction des documents administratifs, l'analyse du budget, la décentralisation	Les séances de travail avec les Conseils Municipaux des communes de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1 étaient l'occasion pour les membres des COCFEM, de présenter leurs actions réalisées de d'Octobre à Décembre 2023 aux Conseils Municipaux et d'échanger avec eux sur les perspectives d'avenirs. Au total, 49 personnes dont 31 femmes ont pris part à ces séances de travail.

Organisation des simulations de réunions du parlement régional en présentiel et en ligne	Au moins, 25 réunions ont été organisées par les membres des COCFEM de Tchaoudjo 1, Tchamba 1 et Blitta 1. Ces réunions ont été réalisées en ligne et en présentiel.
Organisation des actions de plaidoyer sur l'éducation des filles, les grossesses et les violences en milieu scolaire	4 actions de plaidoyers ont été réalisées par les femmes membres des COCFEM. Au cours de ces réunions, les membres ont profité pour porter haut les besoins et préoccupations des femmes et des enfants/jeunes surtout les filles. Il s'agit de l'éducation de la fille, les grossesses précoces et les violences

Partenaire financier : Ambassade de France au Togo à travers la Coordinations des Organisations Féminines du Togo (COFET)

….

Projet 2 : Sensibilisations de 8 groupements de femmes sur la prévention et la dénonciation des violences à l'égard des femmes et des filles et sur l'importance des actes d'état civil couplées de la distribution des vivres et non vivres aux femmes détenues de la prison civile de Sokodé

L'ONG PAFED a sollicité et a bénéficié un appui financier de la commune de Nuremberg d'Allemagne pour l'organisation des sensibilisations des femmes membres de groupements sur les effets néfastes des violences sur les femmes et jeunes filles et sur l'importance des actes d'état civil. L'objectif était de favoriser une prise de conscience d'une part, des effets néfastes des violences sur les femmes et jeunes filles, et d'autre part, l'importance des actes d'état civil. Les activités réalisées dans le cadre de ce financement sont les sensibilisations des femmes sur les effets néfastes des violences, l'appui aux femmes détenues de la prison civile de Sokodé, l'achat d'un ordinateur portable, d'une Unité Centrale et l'entretien du site web

Actions	Résultats obtenus
Don de vivres et non vivres aux femmes de la prison civile de Sokodé.	11 femmes détenues de la prison civile de Sokodé ont ont bénéficiés chacune d'un kit composé : 2 savons médicaux, 2 savons de Marseille, 2 savons Omo, 2 litres de savon liquide, 5 litres d'eau de javel, 3 chemises, 1 pantalon, 3 Kg de riz, 1 litre d'huile, 3 Sachets de Macaroni, 2 sachets de spaghetti, 2 tomates en boites, le sel et le piment...
Sensibilisation des femmes sur les VBG et l'importance des actes d'état civil	148 personnes dont 143 femmes membres de groupements (Dar Salam, Sourou Alaa, Solingobou, Arahmane 1 et 2, Union Fait la Force, Akofala, Sourouguetom) ont été sensibilisés sur la prévention et la dénonciation des violences à l'égard des femmes et des filles et sur les actes d'état civil
Achat d'ordinateur portable et d'Unité centrale et entretien du site web	Un ordinateur portable de marque DELL, Ecran 14, RAM 4 Go, Disc Dur 320 Go, Processeur Intel 2.14 GHz, clavier AZERTY a été acheté Une unité Centrale de marque HP Pavilion a également été achetée Le site web a été perfectionné

Partenaire financier : Commune de Nuremberg en Allemagne

Projet 3 : Formation des femmes de la SCOOPS Fèzirèwogoni d'Amaidè sur la transformation des produits agricoles en épices

Les femmes de la SCOOPS Fèzirèwogoni, une coopérative créée en 2021 dans la cadre de la mise en œuvre du projet « Promotion de l'entrepreneuriat des agricultrices de la commune de Tchaoudjo 4 », financé par l'OIF, ont bénéficié d'une formation sur l'agroforesterie et la transformation des produits agricoles en épices.

Actions	Résultats obtenus
Formation des femmes de la SCOOPS Fèzirèwogoni d'Amaidè sur la transformation des produits agricoles en épices.	30 femmes et 2 hommes ont été renforcés sur l'hygiène et l'assainissement, la transformation des produits agricoles en épices et leur commercialisation
Formation des femmes de la SCOOPS Fèzirèwogoni d'Amaidè sur l'agroforesterie	30 femmes et 2 hommes ont amélioré leurs connaissances sur l'agroforesterie

Partenaire financier : Catalyste +

Projet 3: « Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la région centrale du togo »

Initié en 2011 grâce à l'appui financier de l'ONG Suisse « Echos d'Afrique » et de la Commune de Genève, ce projet a pris en compte six villages à savoir Lama-Tessi, Adjorogo, Yao-Copé, Kolina, Koumoniadè et Aléhéridè. Ce projet a permis de mettre en place des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) dans ces localités pré-citées et a été pérennisé avec l'extension de la mise en place des groupements dans d'autres quartiers et villages de la préfecture de Tchaoudjo, notamment à Sokod2, à Kolina et à Aléhéridè.

Actions	Résultats obtenus
Organisation des suivis auprès des groupements.	53 suivis ont été organisés auprès de 24 groupements d'épargne. Ces suivis ont porté sur l'application de la méthodologie GVEC et ont permis de rappeler aux femmes la méthodologie GVE&C, ainsi que l'importance de la création et de la gestion des AGR au sein de groupements. Les femmes ont été renforcés sur les techniques de création et de gestion des AGR, l'épargne et le crédit.

Partenaire financier : Fonds Propres de PAFED

À ce jour, PAFED suit et accompagne 25 GVE&C actifs dans la mobilisation de l'épargne communautaire. Grace à ce projet, les membres arrivent à épargner de l'argent et à subvenir à leurs besoins vitaux. Le résultat cumulé des activités des membres des groupes d'épargne en termes d'épargne se présente comme suit :

N°	INDICATEURS	DECEMBRE 2022	DECEMBRE 2023	PROGRES REALISES
1	Nombre de groupements	**24**	**26**	**+2**
2	Effectif des membres	532	609	+17
5	Valeur cumulée de l'épargne	**50 133 350**	**57 564 625**	**7 431 275**

Cf. annexe 4 : pour le détail des **caisses d'épargne et de solidarité des groupements.**

AXE STRATEGIQUE 4 : Protection de l'environnement

Dans le cadre de la protection de l'environnement, l'ONG PAFED a mené des campagnes de sensibilisation à l'endroit des groupements des femmes d'Amaïdè. Ces sensibilisations ont pour but d'amener les femmes à participer à la protection de l'environnement par la pratique de l'agroécologie. Les plants ont également été mis en terres, dans le cadre de la célébration du 1er Juin.

Projet 1 : Sensibilisation des groupements de femmes sur l'agroécologie et la protection de l'environnement

Actions	Résultats obtenus
Sensibilisation des groupements de femmes sur les changements climatiques et la protection de l'environnement.	8 groupements de femmes de Sokodé ont été sensibilisés sur les effets du changement climatique et la protection de l'environnement. 163 femmes ont été touchées par ces sensibilisations
Sensibilisation des groupements agricultrices d'Amaidè sur les pratiques agroécologique	32 femmes agricultrices d'Amaidè ont été sensibilisées sur l'importance de l'adoption des pratiques agro écologiques pour protéger l'environnement et diminuer les effets du changement climatique.

Partenaire financier : Fonds Propres de PAFED

Projet 2 : Célébration de la journée nationale de l'arbre (1er Juin)

Actions	Résultats obtenus
Mis en terre des plants.	3500 plants composé de caya, eucalyptus, tecks indiens ont été mis à terre à Amaidè, au CEG Kpaza, à l'EPP Yeliva et au Lycée Lama-Tessi

Partenaire financier : Fonds Propres de PAFED

AXE STRATEGIQUE 4 : Recherche, suivi-évaluation et capitalisation

Le suivi des actions entreprises au cours de l'année s'est fait de diverses manières :

❑ Suivi de la conformité avec les procédures

Chaque action mise en œuvre est respectueuse des procédures établies avec les partenaires financiers selon les protocoles établis. Ce travail est réalisé en étroite collaboration avec la comptabilité.

Les groupements de femmes ayant reçu un appui matériel mènent des activités génératrices de revenu qui sont protectrices de l'environnement dans les cinq préfectures de la Région Centrale.

❑ Suivi des résultats

Des collectes de données ont été organisées trimestriellement pour mesurer les progrès réalisés sur chaque indicateur de processus. Ce suivi a permis d'être attentif aux changements observables chez les bénéficiaires des activités.

❑ Réunions de coordination préfectorales

En vue d'évaluer les interventions menées dans le cadre des projets au cours des différents trimestres, des réunions de coordinations préfectorales sont organisées dans 02 préfectures (Tchaoudjo, Tchamba. L'objectif de ces rencontres est de partager avec les acteurs étatiques et communautaires les résultats des activités planifiées et réalisées au cours des trimestres et d'échanger sur le niveau d'exécution de ces activités et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre. C'est également l'occasion de présenter le planning des activités pour le trimestre à venir.

❑ Réunion de coordination Régionale

Afin de partager les résultats obtenus au cours du trimestre au niveau de toutes les OSC de mise en œuvre du projet, une réunion de coordination régionale est organisée à la fin de chaque trimestre à Sokodé. L'objectif de cette rencontre est de faire le point des activités réalisées en fonction des planifications et analyser le niveau de réalisation, les difficultés, de dégager les recommandations et de ressortir les nouvelles planifications.

❑ Organisation de la revue annuelle du projet

Les acteurs, partenaires et bénéficiaires ont pris part à l'atelier de revue annuelle FY23 du projet. Cette réunion s'est tenue dans la salle de conférence de la direction de l'action sociale de à Sokodé. Elle a regroupé les ONG partenaires sur le projet, les acteurs étatiques, les enfants/jeunes, les communautaires, Plan International Togo et d'autres acteurs de protection des enfants/jeunes. L'objectif global de la revue annuelle est de partager les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les grands enseignements et les leçons apprises par les différents acteurs du projet au cours de l'année fiscale 2023 en vue d'améliorer les futures interventions sur le projet.

G. GOUVERNANCE DE PAFED

Organisation des réunions ordinaires du CA

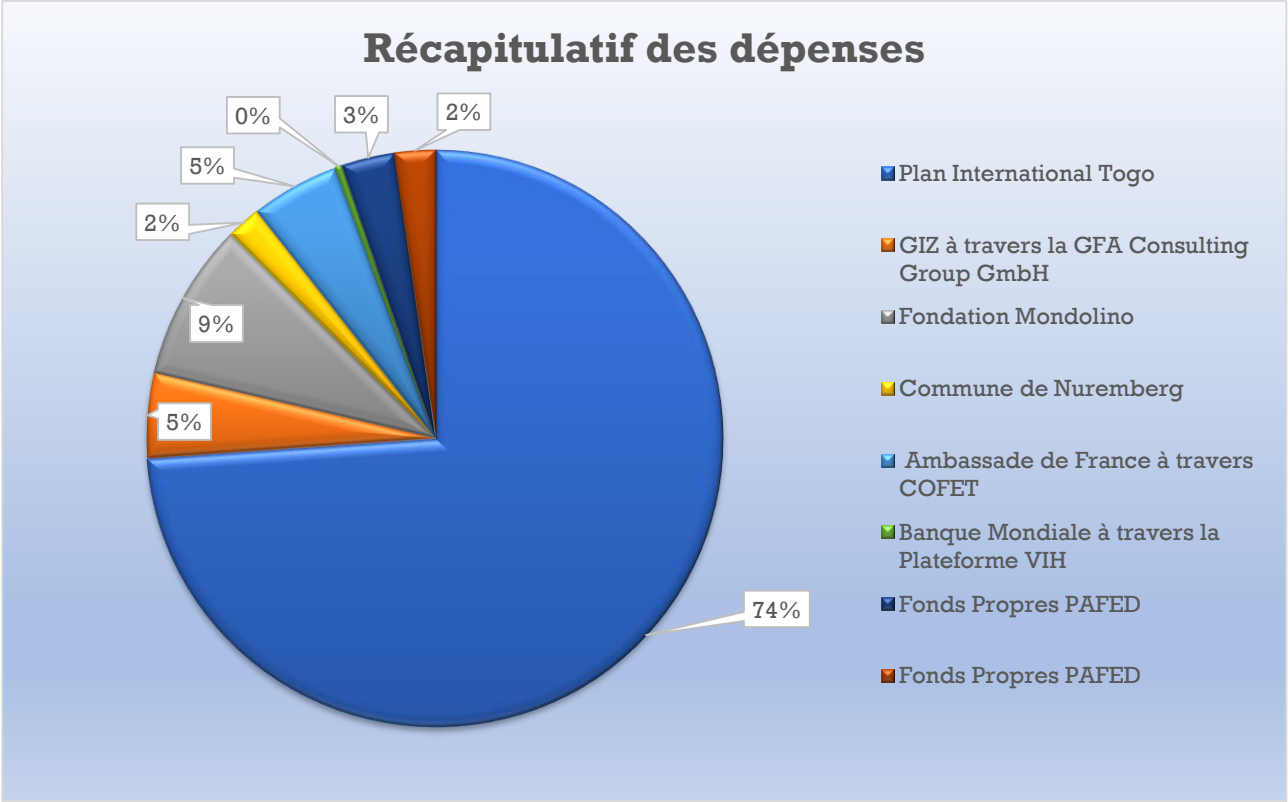
Au cours de l'année, les membres du CA ont tenu quatre réunions ordinaires à raison de une par trimestre. Ces réunions ont été l'occasion pour la Direction Exécutive de PAFED de présenter aux membres du CA, les actions réalisées, les planifications des trimestres à venir, les difficultés rencontrées et les approches de solutions.

Rappelons que le CA de PAFED est composé de 5 membres (*Cf. la liste complète des membres du C.A en annexe 1).*

H. BILAN FINANCIER

Tout au long de l'année 2023, PAFED a reçu des appuis financiers pour la mise en œuvre des projets. Le présent tableau récapitule les montants reçus par projet.

PROJET	PARTENAIRE	MONTANT RECU
Renforcement de la société civile pour la lutte contre la violence de genre au Togo.	Plan International Togo	50 566 948
Renforcement des capacités de dix clubs scolaires des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba sur la prévention des grossesses scolaires, les VBG et la COVID-19	GIZ à travers la GFA Consulting Group GmbH	3 239 420
Réhabilitation des ouvrages au CEG Amaidè	Fondation Mondolino	6 051 816
Sensibilisations de 8 groupements de femmes sur la prévention et la dénonciation des violences à l'égard des femmes et des filles et sur l'importance des actes d'état civil couplées de la distribution des vivres et non vivres aux femmes détenues de la prison civile de Sokodé	Commune de Nuremberg	1 312 500
Parlement régional des femmes de la centrale du Togo	Ambassade de France à travers COFET	340 0000
Campagne de prévention des IST/VIH et des grossesses non désirées dans la ville de Sokodé	Banque Mondiale à travers la Plateforme VIH	271 500
Fonctionnement du Jardin d'Enfants Espérance	Fonds Propres PAFED	2 040 000
Séances de sensibilisations sur les IST/VIH Sida, la protection de l'environnement et la cotisation des membres	Fonds Propres PAFED	1 535 000
TOTAL		**68 417 184**



I. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

Difficultés.	Approches de solution.
Projet « Renforcement de la Société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo »	
Plusieurs des victimes d'abus, bien qu'ayant été pris en charge par le projet, ont toujours besoin d'un accompagnement substantiel pour assurer leur survie et leur formation pour leur autonomisation	Le projet entend accompagner les jeunes engagés dans le plaidoyer à introduire des requêtes auprès des mairies pour une prise en charge conséquente des victimes de violences nécessiteuses
Dans les communautés, la peur des représailles est confirmée comme étant un frein à la dénonciation des cas d'abus	Renforcement des sensibilisations sur la dénonciation dans l'anonymat via la ligne verte allô 1011 par SMS ou appel Sollicitation de l'appui des leaders engagés
Le règlement à l'amiable des cas d'abus constitue un frein à la dénonciation	Les sensibilisations sur les conséquences du règlement à l'amiable des cas d'abus se poursuit et s'intensifie
Le taux de renouvellement des membres des clubs, surtout extrascolaires, impacte négativement leur niveau d'acquisition des connaissances	Orientation sur les thématiques abordés à chaque début de séance

Dévaluation de la monnaie du bailleur entrainant un retard dans la mise en œuvre des activités et la revue des indicateurs du projet	Revue systématique des budgets et replanification des activités
Projet « Parlement régional des femmes de la centrale du Togo »	
La réduction du budget total du projet	Réduction du nombre de préfectures d'abord de 5 à 4, puis à 3 malgré que les courriers d'informations sur le projet soient déjà envoyés aux autorités d'une des préfectures diminuées
La non budgétisation de la location de salles pour les séances de travail avec les conseils municipaux	Négociation avec les Maires pour la mise à disposition gratuite de leurs salles de réunions
Un budget n'a pas été prévu pour les activités des femmes membres des COCFEM	Les femmes membres des COCFEM ont réalisé des activités à leur propres frais
Suivis et ateliers de mise à niveau de dix clubs scolaires des préfectures de Tchaoudjo et Tchamba sur la prévention des grossesses scolaires, les VBG et la COVID-19	
Les encadreurs ont eu des difficultés pour mobiliser les élèves membres de clubs pour les suivis, à cause des vacances	Les encadreurs ont appelé les parents des élèves pour voir si ces élèves ne sont pas partis en vacances. Ceux qui ne sont pas partis en vacances, les encadreurs ont demandé l'autorisation des parents pour leur permettre de participer aux suivis.
Certains encadreurs de clubs ont été affectés	Les échanges avec les responsables d'établissements scolaires ont permis d'identifier leurs remplaçants

J. Résolutions prises

- Poursuivre les actions de sensibilisation à l'endroits membres des Clubs SSR sur IST/ SIDA et le genre,
- Renforcer le suivi de la mise en application des codes de disciplines positives dans les écoles et centres d'apprentissage.
- Organiser des rencontres de suivi de la mise en application des recommandations issues de la réalisation des dialogues intergénérationnels,
- Plaider pour une meilleure gestion des cas d'abus et le respect de l'anonymat des témoins ayant signalé des cas.
- Œuvrer davantage à toucher les communautés les plus reculées, dans l'implémentation des activités.
- Renforcer la collaboration avec les autres membres du cadre de concertation des acteurs de protection des enfants pour une meilleure réponse aux actes de violences signalés,
- Œuvrer à l'élaboration des CDP dans les ateliers et écoles n'ayant pas été touchés par les activités précédentes qui y ont été consacrées

K. Recommandations

À l'endroit de PAFED

- Renforcer le suivi des clubs scolaires et extrascolaire et les inciter à s'activer dans la dénonciation des abus ;

- ☞ Renforcer le suivi de la mise en application des codes de discipline positive dans les écoles et centres d'apprentissage ;
- ☞ Œuvrer davantage à toucher les communautés les plus reculées, dans l'implémentation des activités ;
- ☞ Renforcer la collaboration avec les autres membres du cadre de concertation des acteurs de protection des enfants et jeunes pour une meilleure réponse aux actes de violences signalés ;
- ☞ Œuvrer à l'élaboration des CDP dans les ateliers et écoles n'ayant pas été touchés par les activités précédentes qui y ont été consacrées.

À l'endroit des communautés

- ☞ Mettre en œuvre les actions retenues lors de la réalisation des dialogues intergénérationnels ;
- ☞ Renforcer la lutte contre le règlement à l'amiable des cas d'abus ;
- ☞ Poursuivre la sensibilisation sur les voies de dénonciation des cas d'abus au niveau communautaire notamment les MCPE[1] ;
- ☞ Renforcer leur engagement à mettre fin au mariage des enfants.

À l'endroit des acteurs étatiques

- ☞ Renforcer la mise en application de la loi dans la gestion des cas d'abus afin de décourager toute récidive ;
- ☞ Renforcer le fonctionnement des centres de transit et créer des centres d'accueil pour faciliter la réinsertion des enfants/jeunes victimes de violence ;
- ☞ Renforcer les mécanismes de dénonciation des violences dans les écoles et centres d'apprentissage ;
- ☞ Renforcer la culture de la dénonciation systématique des cas de violence chez les enfants et jeunes scolaires et extrascolaires.

[1] Mécanisme Communautaire de Protection de l'Enfant

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des membres du C.A

N°	Nom et prénom	Titre au sein du C. A	Fonction dans la Vie Active
1	Mme POULI Bissang Essozimna	Présidente	Assistante Sociale
2	GBALAO Nouratou	Secrétaire Générale	Consultante Indépendante.
3	WOHOU Koffi Oladé	Trésorière	Auditeur comptable
4	M. AGBOGOA Kokouvi	1er Conseiller	Enseignant : directeur d'école à la retraite
5	METCHERI Fatimatou	2ème Conseillère	Présidente du Groupement ''Union fait la Force''

Annexe 2 : Partenaires

Partenaires financiers	Partenaires étatiques	Partenaires communautaires	Partenaires OSC
• Plan International • OIF • PNUD • GIZ à travers GFA Consulting Group • UNFPA à travers la Plateforme des OSC de Lutte contre le VIH Sida • Banque Mondiale à travers la Plateforme des OSC de Lutte contre le VIH Sida • Ambassade de France au Togo à travers COFET • VAC Togo • Catalyste +	• MEPSTA • MSPC, • MASPFA, • DRE • DPASPFA • DRASPFA • IESG • IETFP • DRS • ANPC • CROPESDI • DRS • DPS • JUSTICE • COMMUNES • PREFECTURES	• Chefferie • CCD • CVD/CDQ • MCPE • VLP • Chambre Régionale de Métier, • Chambre Préfectorale de Métier, • APE, • COGERES • Club des mères • CCPE • Club d'enfants et Jeunes	• D&D • CREUSET TOGO • FAWE • CNT/EPT • RJCE • ADESCO • PASDI Afrique • AFDM • AFUDM • EJFD

Annexe 3 : Tableau synthèse des cas d'abus gérés au cours de l'année 2023

Forme de violence	Tchaoudjo		Tchamba		TOTAL		
	F	G	F	G	F	G	T
Abandon d'enfant	1	0	2	1	3	1	**4**
Abandon scolaire	1	0	3	1	4	1	**5**
Abus sexuel (relation sexuelle avec enfant/jeune)	2	0	1	0	3	0	**3**
Abus sexuel entrainant une grossesse	5	1	4	0	9	1	**10**
Agression physique	0	0	0	0	0	0	**0**
Avortement provoqué	0	0	1	0	1	0	**1**
Châtiment corporel sévère	12	4	3	3	15	7	**22**
Déscolarisation	1	1	2	1	3	2	**5**
Enfant dit sorcier	1	0	0	0	1	0	**1**
Enlèvement (rapt)	3	0	1	0	4	0	**4**
Exploitation économique	2	2	2	0	4	2	**6**
Fugue	9	0	1	0	10	0	**10**
Harcèlement sexuel	5	0	2	0	7	0	**7**
Inceste	3	1	5	2	8	3	**11**
Maltraitance (privations)	4	1	1	2	5	3	**8**
Mariage d'enfants	8	0	2	0	10	0	**10**
Négligence	4	9	10	3	14	12	**26**
Pédophilie	0	0	0	0	0	0	**0**
Séquestration	1	0	3	0	4	0	**4**
Tentative de viol et d'omicide	2	0	6	0	8	0	**8**
Traite d'enfant	1	2	3	1	4	3	**7**
Viol	5	1	1	0	6	1	**7**
Violence verbale	0	0	0	0	0	0	**0**
TOTAL	**69**	**21**	**54**	**15**	**123**	**36**	**159**

Annexe 4 : Tableau détaillé des caisses d'épargne et de solidarité des groupements

N°	NOM DU GROUPEMENT	NOMBRE DE MEMBRES	Epargne		Progrès réalisés	Solidarité		Progrès réalisés
			Déc. 2022	Déc. 2023		Déc. 2022	Déc. 2023	
1	ESSOSSINADA	25	2275750	2456350	180600	90350	92550	2200
2	ESSOVALE	20	2476250	2736200	259950	69400	76500	7100
3	AKOFALA	29	2855450	2876950	21500	51250	62875	11625
4	SOLIM	20	1424150	2068250	644100	36400	167700	131300
5	ARAHAMANE 1	28	2743200	2872600	129400	75000	62800	-12200
6	NINIKEREGUE	25	1723600	1876200	152600	75400	76550	1150
7	AYENE	22	1975600	2175650	200050	76400	64350	-12050
8	SOUROUGUETOM	24	2 943 550	2573300	-370250	43 300	78200	34900
9	SOUROU BIYA	18	1812400	1942800	130400	72300	85600	13300
10	KOBRENINI	26	2120300	2543850	423550	63200	65375	2175
11	SOLIN'GOBOU	23	1982550	2086450	103900	54550	63250	8700
12	ESSOSSINADA	24	2340600	2645375	304775	76350	66800	-9550
13	DJIRIMA-ALAA	25	1896000	2154950	258950	72300	96425	24125
14	DAR SALAM	26	2269200	2587100	317900	83 950	87400	3450
15	SOUROUTAWI	15	1748300	1825600	77300	36200	43500	7300
16	ESSOWANVAKO	20	1712300	1789550	77250	46200	62500	16300
17	ARAHAMANE 2	16	2643500	2576300	-67200	66450	69850	3400
18	UNION FAIT LA FORCE	35	3266200	3435000	168800	83550	84625	1075
19	SOUROU ALAA	30	2755350	2942650	187300	67300	73550	6250
20	SOLINGOBOU	25	2499600	2546350	46750	56250	63250	7000
21	ESPOIR	7	1048650	1210650	162000	0	21800	21800
22	ESSOVALE	29	1875400	1975400	100000	49600	62500	12900
23	DITE DAMA	28	1745450	1905650	160200	59400	72375	12975
24	CONFIANCE	7	0	1025350	1025350	0	43250	43250
25	NINITCHOWOURE	32	0	1423500	1423500	0	98500	98500
26	NOUR	37	0	1312600	1312600	0	103550	103550
TOTAL		**609**	**50133350**	**57564625**	**7431275**	**1405100**	**1945625**	**540525**